



**PHILIPPE PICHON**  
**JOURNAL**  
**D'UN FLIC**



**LA POLICE VUE  
DE L'INTERIEUR**

Flammarion



# Journal d'un flic

DU MÊME AUTEUR

- Ombre close. Demeure le secret*, Les Presses littéraires, 1999.  
*Voyage en Tsiganie. Enquête chez les nomades en France*, les éditions  
de Paris, 2002.  
*À contre-silence*, Noir&Blanc, 2003.  
*Saint-John Perse*, Plein Chant, 2004.  
*Le pain d'ortie*, Dualpha, 2006.  
*Un pays vers le ciel*, Dualpha, 2006.

Philippe Pichon

# Journal d'un flic

Flammarion

Extrait de la publication

© Flammarion, 2007.  
ISBN : 978-2-0806-8899-6

*À Dominique Monjardet (1942-2006).  
« Parce qu'il est invisible et secret, le lecteur  
est un géant », me confiez-vous quelque jour. Ce  
témoignage, je vous l'offre, n'ayant rien d'autre  
à vous offrir que l'invisible de la vie policière.*





## AVERTISSEMENT

Non, mais vraiment, pour qui je me prends. Suis-je un jeune zozo libertaire, un intello candide voulant changer l'orientation de l'institution « Police », prétendant saper par quelques critiques cette passion furieuse de la routine ? Comme si mes pauvres mots avaient le pouvoir d'infléchir une institution ou d'ébranler la conscience tranquille de tous les hiérarques...

Je me trouve comique d'avoir cette prétention hallucinée.

Mais plus je me sens dérisoire, et plus j'entre en colère. Et j'enrage de fulminer ainsi !

Il est vrai aussi que, pendant tout le temps où j'ai concocté l'écriture de ce livre, je n'ai pas cessé, dans l'ombre de la certitude, d'avoir peur. Effrayé d'affronter l'impossible, d'échouer, de renoncer...

Très tôt, j'ai craint la dépression. Puis cela a été le paquet grossissant de notes, de feuilles et de cahiers ; la gestation de quelque monstre non viable, dépassant à l'évidence de plusieurs mois le temps que je voulais impartir à l'écriture d'un livre.

J'avoue avoir failli céder, cet automne 2005, à la pression médiatique du phénomène « violences urbaines », décidant alors d'avorter de cet ouvrage, comme pour me délivrer une fois pour toutes de l'angoisse de le porter au jour.

Non, je n'ai jamais tant chancelé que cet automne-là.

Il faut croire, me suis-je dit, que l'argument de la lutte du Bien contre le Mal, plus faux que tout, est plus fort que tout.

Il doit y avoir, ai-je conclu, quelque chose d'inexorable dans ce mensonge éhonté.

J'ai osé penser que le temps était peut-être venu de me rendre.

\*

L'histoire fournira la trame de ma réflexion en inscrivant les problèmes dans les années, en éclairant leurs racines, pour ainsi contribuer à sortir du mythe, de l'irrationnel, de la fantasmagorie, de la recherche du sensationnel, du plaidoyer *pro domo*, pas toujours volontaire, qui caractérisent, pour l'essentiel, les ouvrages consacrés à la police. De Charles Pellegrini à Olivier Foll.

Curieusement, alors qu'elle est souvent au centre même des préoccupations et des recherches du sociologue, la police constituait encore, il y a peu, une sorte de « trou noir » dans la sociologie des professions. Les policiers semblaient transparents aux yeux des sociologues du mouvement social ou de la société : on utilisait leur travail, on citait leurs rapports, leurs interventions, mais on ne les considérait pas en tant qu'objet d'étude. Jusqu'aux travaux de Dominique Monjardet, la police, les policiers et leur rôle n'avaient guère suscité que des ouvrages peu scientifiques, accusateurs ou apologétiques, qui tenaient davantage du mythe que de l'histoire. Trop longtemps, l'analyse de cette institution est restée en France une spécialité de journalistes ou d'anciens policiers. Il était temps d'ôter son étude des mains de Roger Borniche pour la confier à celles de Dominique Monjardet. L'institution « Police » devint alors un objet de recherche comme un autre. Mais aussi un vaste sujet d'observation et de réflexion, pour celui qui, de l'intérieur, veut témoigner.

\*

De fait, la police est un sujet essentiel lorsque l'on a l'intention d'interroger l'État et la société.

Bras séculier du pouvoir, rempart du régime, elle constitue tant un rouage capital du fonctionnement de l'État qu'un enjeu politique représentant un attribut essentiel de la puissance publique. Mais elle révèle aussi une société particulière avec ses valeurs et ses règles propres, qui poursuit des intérêts particuliers et

autonomes quoiqu'hétérogènes, présentant des traits originaux et entretenant des rapports complexes et contradictoires avec l'opinion publique, les partis politiques et les différents gouvernements. Son action, ses pratiques, ses pouvoirs et l'usage qui en est fait, les instructions qu'elle reçoit, son attitude envers ces dernières et sa manière de les appliquer, les espaces d'autonomie et d'initiative dont elle dispose, caractérisent autant un régime, une période, l'état réel des libertés... que la législation française ou le discours politique officiel. Dès lors, en décrypter les codes, les us et les coutumes, ne pouvait que séduire mon âme... littéraire.

\*

Depuis toujours, depuis l'enfance, considérant la richesse des livres, j'ai cru que l'écriture avait pour tâche de donner plus de sens à la vie. Même les esprits ironiques ou méchants, qui croyaient dans leurs écrits la dénigrer ou la rétrécir, ne parvenaient, à mes yeux, qu'à lui rendre un hommage signifiant pour peu qu'ils fassent preuve de rigueur et de conviction.

Si je sors de mon livre plus las et désenchanté que je n'y suis entré, méritait-il d'être écrit ?

Je me suis dit cet automne des choses insupportables. Je me suis surpris à *décroire*, autrement dit à moins croire, à hausser les épaules, à ne plus sentir tout à fait la nécessité ou l'urgence d'écrire, confondue pour moi naguère, et jusqu'à l'été dernier, à celle de vivre...

J'étais partagé entre être un enfant entêté ou un vieillard grincheux, impuissant et jaloux. Le vieillard lorgnait sur l'enfant en haussant les épaules de mépris et l'enfant fuyait le vieillard avec dégoût.

C'est si difficile parfois, quand l'envie de se coucher vient vous tarauder, de se tenir dans son grand âge à la hauteur de l'enfant.

Heureusement, mon serment à certains citoyens me fait me relever. Telle est la vertu du serment qui, prévenant d'avance la possible défaillance, aide à la surmonter le jour où elle se manifeste.

Plus je lisais la presse en cet automne 2005, plus je me désespérais de voir les gouvernants aller dans le sens exactement inverse de celui qu'il fallait prendre. Mais je me laissais abuser

par le détail accablant des « violences urbaines ». En réalité, les politiques allaient toujours dans le même sens ; ils en remettaient simplement une couche, faisant un pas de plus dans un processus d'escalade de la violence déjà largement engagé au cours des deux dernières décennies.

Voudrait-on rendre les « sauvageons » de plus en plus sauvages, de plus en plus fauves, ou fous, ou les deux, les qualifiant de meurtriers, de suicidaires, de citoyens perdus à jamais qu'on ne s'y prendrait sûrement pas autrement. Je ne dis pas que c'est ce qu'on ambitionne car ça n'aurait aucun sens. Nicolas Sarkozy n'est ni délirant, ni pervers, ni sadique. Il travaille à satisfaire et rassurer les insatisfaits, les déçus, ainsi que tous les inquiets, profiteurs ou victimes, d'une société toujours plus inégalitaire et dangereuse. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, le ministre de l'Intérieur a fait cette déclaration relative aux mobiles du gouvernement : « Si nous ne réussissions pas à restaurer l'autorité publique dans les banlieues, je ne suis pas sûr que l'électorat populaire ait envie de nous confier à l'avenir des responsabilités. » Cette affirmation a, à mon sens, valeur d'aveu. Le peuple (?) ne reconnaîtrait donc l'autorité publique qu'à son empressement à punir, condamner, châtier et incarcérer davantage ? Force serait d'accorder ce que demandent les électeurs si on veut garder le pouvoir ?

Mais j'enfonce des portes ouvertes. Tout le monde sait cela. En tout cas les policiers ainsi que les magistrats.

Alors, pourquoi ? Comment ?

Ce à quoi on pense le moins, peut-être parce que c'est trop grave ou trop difficile, c'est que toute politique de répression, ou d'accroissement de la répression, n'est possible qu'à travers l'idéologie la plus éculée de l'histoire, celle de la légitimité de la punition fondée sur sa fonction correctrice.

Ainsi on ne se contente jamais de dire qu'on enferme les délinquants tout simplement pour les contenir et les empêcher de nuire. On prétend remettre ce qui a dévié dans le droit chemin, pour que l'esprit de celui qui a mal agi soit disposé à reconnaître ce qui est bien ; bref à amender le sujet coupable. Il n'y a pas de punition qui ne s'accompagne de cette prétention à rendre justice là où on fait, parfois, du mal. Ainsi les parents ne disent pas qu'ils punissent parce qu'ils sont débordés, impuissants, humiliés d'avoir échoué à éduquer, déçus de leur attente envers

l'enfant, ils disent qu'ils punissent, à contrecœur, pour le bien seul de l'enfant.

Les enfants se rendent à la fatalité de la punition, mais pour le reste ils doutent et laissent de côté l'argument moral dont elle est parée.

\*

Donc, « ça a débuté comme ça » et personne ne s'en est encore remis...

C'est plus loin de moi où l'on ne voit pas le bout de la nuit. Ce récit est une sorte de retard, de courbe que je fais sur la mémoire. Il repose sur un désir de mémoires. Déguisées, peut-être, par ce « je » trahissant la réalité. L'ambition sera de poser, par l'écriture directe, le problème du passage de la mémoire à la mythobiographie. Ce témoignage tient des carnets de ronde. Des chemins escarpés. Du vu de l'Intérieur.

Avant même de commencer, mon esprit était entravé par une question impossible. Je ne savais pas si j'allais faire un livre désespérant ou – comment dit-on ? – *espérant*... Je me suis alors demandé pourquoi on pouvait dire *désespérant* et non *espérant*. Et de tomber dans l'étonnement lorsque je me rendis compte qu'on désespérait quelqu'un tandis qu'on espérait quelque chose. Après je me suis dit que le désespoir et l'espoir n'étaient ni opposés ni même les deux versants d'une même médaille, mais disposaient plutôt de la même énergie, tantôt mettant l'âme à la torture de l'impossible, tantôt la caressant de possible, l'inclinant selon l'heure à l'épreuve du moment, les images conduisant « l'attelage de la pensée », comme dirait Platon...

Ainsi avais-je pris l'habitude avec « mes » gardiens de la paix de clore la conversation quand l'impasse s'était justement révélée flagrante, quand on ne voyait plus aucune issue, quand on était rendu au point où on allait soit devenir fauve, soit fou, soit les deux...

Comment dire ce qu'il m'arrivait de penser... « Il n'y a plus d'espoir » ? Puisqu'on parlait toujours, puisqu'on comprenait ce qu'*espoir* voulait dire, il restait donc de l'espoir... Le désespoir n'était pas figé. Il venait, revenait, comme ponctuant la dépression ou la dépressurisation brutale d'un espoir indéfiniment relancé. L'espoir têtue, coriace.



## PROLOGUE

### Policier : un drôle de métier ?

La tentation de parler de soi est, hélas, souvent un exercice auquel il est difficile de résister lorsque l'occasion du témoignage se présente.

Aujourd'hui, je voudrais inscrire cette démarche dans le cadre d'une réflexion sur ma profession. Lisez : je suis commandant de police en activité, je ne suis pas à la veille de partir. J'ai évolué, comme tout un chacun : un long parcours m'a foncièrement permis d'affirmer mes convictions à l'épreuve des faits. Il n'en demeure pas moins que cette expérience reste mienne et que mon vécu n'a pas vocation à être généralisé sous la forme d'une hypothèse de sociologie. Ce faisant, je vais expliquer, et non justifier.

Silhouettes bleu marine au garde-à-vous, les policiers serviraient de baromètre à la violence. Ils seraient mal connus, mal payés, submergés de travail et les responsables privilégiés des défaillances d'une société qui ne saurait plus assurer le contrôle d'elle-même.

Ainsi, nous serions près de 150 000 en France au contact direct de la rue et des gens, en quelque sorte des pompiers de la société. Et, comme eux, les premiers au feu. Précipité au cœur de la noirceur humaine, notre expérience professionnelle devrait être un condensé de détresse et d'injustice.

Anonymes soutiers d'une République peu reconnaissante, nous serions ces « mal aimés » de la démocratie, vivant au jour le jour « la flambée de l'insécurité », l'absence d'un discours

clair et volontaire des chefs qui souvent nous négligeraient. L'envie nous prendrait, dans ces conditions, plus d'une fois, de baisser les bras... Et, pourtant, malgré toutes les déceptions, les rebuffades et les coups bas, ce métier nous prendrait aux tripes et nous ne pourrions pas nous empêcher de l'aimer et d'en être fiers. Fiers, en tout cas, de l'image pure que la plupart d'entre nous s'en est faite, en décidant, un beau jour, de « rentrer dans la boîte ». Bref, de devenir « flics ».

C'est une posture. Ce sont des clichés. C'est tout ce qu'un policier veut bien faire croire : ce qu'il a le droit de dire à un copain journaliste – ou éditeur. Sans vraiment y croire lui-même. Car, avec les questions dignes de *Paris Match* que me posent certains proches, je ne vois franchement pas ce qu'un policier intéressé par une réflexion sur son métier n'aurait pas le droit de dire.

La presse nous abreuve à 90 % de poncifs, chaque jour, via l'administration policière. *Ad nauseam*.

De mon côté, je suis aux antipodes. Pendant mes dernières années à la DDSP 93 (Direction départementale de la sécurité publique), j'ai en effet plutôt adopté une attitude rebelle. Ni une rumination « réac » ni un esprit revanchard ne m'animait, mais plutôt un comportement qui aurait à voir avec l'injustice, l'inaction et l'à-peu-près. Pendant tout ce temps, il m'est arrivé plus d'une fois de me demander pourquoi j'étais devenu officier de police.

Aujourd'hui encore, je ne suis pas sûr de connaître la réponse.

\*

La seule certitude est que je suis entré dans l'administration le 10 septembre 1990. Auparavant, mes parents avaient pris la peine de me faire naître, en septembre 1969, à Nogent-sur-Marne. Vous savez, la java chez *Gégène*, le petit vin blanc, la rivière des jours chômés de Pissarro ou de Marcel Carné. Je les en ai remerciés du mieux que j'ai pu, en étant, plus tard, le premier en classe, en primaire, puis m'accrochant au peloton de tête, au collège et au lycée, en dépit d'une aversion naturelle à l'égard des mathématiques et de la physique-chimie (respectivement l'arcane et la jungle), auxquels je me suis efforcé de ne rien comprendre. Je n'ai jamais compris les chiffres ni la



géométrie. J'épousais la grammaire en regardant le ciel pour mieux déshabiller la langue de ses ombres. L'algèbre voyageait au-dessus de ma cagoule. J'aimais le participe, digne des fonts baptismaux. Des profs de lettres me feront applaudir au théâtre du Verbe.

Après la blessure infligée à mon amour-propre en ne décrochant qu'une maigre mention « passable » au bachot en mai 1987, j'ai eu tout de même la consolation de me retrouver au lycée Fénelon, à Paris, en hypokhâgne. Fénelon, c'est – en tout cas, dans ces années-là – bien davantage qu'un établissement où l'on prépare le concours d'entrée à la prestigieuse École normale supérieure. C'est un vestige d'un autre âge, un lieu à la Balzac, avec des horaires fixes, des habitudes vieillotées, des enseignants pointilleux et un état d'esprit à mille lieux de ces campus à l'américaine que, dans la foulée de mai 1968, on avait vu fleurir en France et qui ont plus ou moins réussi.

Mes résultats y sont tout à fait honorables et mon avenir semble donc tout tracé, quand, coup de tonnerre, j'apprends à mes parents, pétrifiés, que l'expérience pour moi est terminée : je me tire de ce « monde en suspens » tellement loin de la vie réelle.

Non, je ne m'embarque pas pour Katmandou et ne m'engage pas non plus à la Légion étrangère. Plus prosaïquement, et mû par quelque vieux réflexe de fort en thème, je m'inscrivais à Paris IV La Sorbonne en licence de lettres.

Puis voilà que cela me reprend. À peine assis sur les bancs de la fac, je décide de stopper net mes études supérieures. Je n'en reprendrai le chemin que bien plus tard, au moment de mon affectation à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), et pour décrocher, en juin 2004, un DESS de droit pénal. Mes parents furent consternés.

Quel vilain petit canard était donc tombé dans leur nid ?

C'est justement là le problème. Je suis né en banlieue et je vis alors en Seine-Saint-Denis au sein d'une famille dont la situation économique et sociale est fort acceptable. Mes parents sont tous deux fleuristes, décorateurs, ma mère et mon père enseignent également la botanique à l'École nationale de la rue Caille. Je dis cela pour ne tromper personne : je n'ai jamais souffert d'un manque quelconque et mon histoire n'est ni déchirante ni sanglante. Ainsi, par ce fait même, je peux rejeter

l'argument largement répandu selon lequel « on entre dans la police par défaut ». Je n'avais pas une nécessité impérieuse de travailler, j'aurais pu poursuivre ce prometteur début de parcours universitaire.

Le vilain petit canard n'est pas fait pour les nids douillets où grandissent sagement les destins bien tracés, entre la table familiale et les majestueux degrés de la connaissance universitaire. Je ne veux plus me sentir protégé, à l'étroit. J'ai besoin d'action, de risques et m'en vais le prouver.

En vérité, je n'ai aucun plan en tête.

Un cousin, Henri Brindeau, a été gardien de la paix dans la police urbaine, en petite couronne parisienne, du 1<sup>er</sup> octobre 1962 au 31 juillet 1992. Il se vantait lui-même d'établir dix timbres-amendes par an, et d'en demander l'indulgence de douze. Il finira sa carrière sous-brigadier au commissariat de Mayenne, sa province d'origine. Un autre cousin, Jacques Charreyre, aujourd'hui retraité dans le Lot, a fait une carrière plus exposée à la préfecture de police, du 1<sup>er</sup> août 1954 au 1<sup>er</sup> mars 1983. D'abord gardien de la paix, puis brigadier et brigadier-chef à la force du poignet et en fréquentant les cours du soir, il a servi en grande partie la police urbaine, y compris pendant les « événements d'Algérie », à Montreuil (93).

Leurs parcours n'expliquent pas mon choix, n'ayant jamais eu à en connaître le récit de leurs bouches.

Je n'ai jamais eu le goût de la puissance ni du pouvoir mais depuis toujours je suis fasciné par l'univers policier, tel que le film me le restitue à l'époque à la télé ou bien encore sur le grand écran du cinéma du samedi soir ou du dimanche après-midi. J'ai longtemps cru être rangé à tout jamais dans le camp des bons face aux méchants. Hélas, porter un badge n'est pas toujours si simple. Il arrive même à mes héros qui sont incarnés, en ce temps-là, par Jean Gabin ou Lino Ventura, de ne pas être toujours dans le camp qu'il faudrait. Bon prince, je leur pardonne car même dans le rôle de truands, ils ne le sont jamais tout à fait. Ils demeurent des hommes loyaux, des hommes d'honneur, y compris aux yeux des flics qui vont les mettre au trou. Et on pardonne plus volontiers au talent.

Bref, dans ce vide où vient de me précipiter mon coup de tête, c'est Gabin qui surgit et fait signe au jeune Pichon, comme pour lui dire : « Viens donc avec nous... Tu seras flic, mon fils ! »

Avec le temps, je ne peux m'empêcher de trouver bien immature la manière dont ma « vocation » s'est cristallisée mais on m'accordera que j'aurais pu choisir de plus mauvais modèles. En aucun cas, je ne cherchais à ressembler à Jean Gabin. Ses personnages ont seulement été le déclic qui a permis à ce que j'avais de plus précieux et de plus profondément enfoui en moi de remonter à la surface pour donner une direction et un sens à ma vie.

Après avoir pris quelques contacts avec des policiers, je me trouve face à un triple choix : le concours de gardien de la paix, d'inspecteur de police ou bien celui d'officier de paix ?

\*

Ce n'est pas très habituel mais je me présente et suis reçu aux trois. J'opte, sur les conseils d'un client de mes parents, chef inspecteur divisionnaire à la Direction de la formation de la police nationale, mais non sans hésitation, pour officier de paix, qui correspond dans la police nationale au cadre moyen. Il a pour « mission » d'encadrer et de commander les « troupes en tenue ».

Si la scolarité de l'élève-inspecteur (ils sont environ 600 par promotion) a lieu en Seine-et-Marne, aux confins de la Brie laitière et céréalière, celle d'élève-officier se déroule, plus sympathiquement, à Nice, dans le quartier de Cimiez.

Ma promotion compte moins de 90 élèves. Je bûche modérément toute l'année, de septembre 1990 à juillet 1991 et mon euphorie est d'autant plus grande qu'à une paie de 7 500 francs par mois plutôt confortable pour un simple étudiant en droit pénal, s'ajoute la grâce de partager ma vie – de l'époque – avec Valérie qui, forte d'une licence d'Anglais, et après hypokhâgne et khâgne, a obtenu une affectation de maître-auxiliaire dans un quartier populaire de Nice, l'Ariane. Nous habitons un minuscule studio, juste derrière le Négresco et dès que quelques heures de liberté s'offrent à nous, nous partons à la découverte de la Côte d'Azur et de son arrière-pays, entre mer et montagnes, où flottent encore les parfums exquis d'une Provence sauvage provisoirement épargnée.

Les douze mois de ce régime (la formation initiale totale d'un élève-officier est de dix-huit mois) passent vite. Puis, la

promotion se disperse. Chaque officier est envoyé dans un poste de son choix... en fonction de son classement. À intervalle régulier, tout le monde retrouve les bancs de l'école pour quelques semaines, avant de repartir vers un autre stage.

C'est à Chelles, en Seine-et-Marne, que j'effectue mon galop d'essai. Je vais y toucher du doigt les limites de ma fonction. Mais c'est aussi la première fois qu'un « Mes respects Monsieur l'officier » m'est adressé par les collègues en tenue. J'ai vingt et un ans. Je suis le plus jeune officier de paix français. Je n'en suis pas peu fier. Heureusement, je me soigne et je guéris vite.

Cette façon de procéder par immersions successives dans l'institution policière permet de se mettre vite dans la peau d'un policier. On fait effectivement le travail pour lequel on a été formé, théoriquement, et en deux années, on devient suffisamment officier dans sa tête pour l'être à peu près efficacement, si on le souhaite, dans ses actes.

\*

À l'orée des années 1990, malgré les déclarations rassurantes et les engagements solennels, les politiques de prévention de la délinquance s'effondrent lamentablement. Les dispositifs sociaux les plus généreux et les plus coûteux sont impuissants à enrayer la crise des cités. À gauche comme à droite, on agite les bras : l'échec de ces effets de manche est réel.

Ce qui se produit dans la soirée du 25 mai 1991 à Mantes-la-Jolie (Yvelines), dans le quartier du Val-Fourré, va, dans une explosion de violence, dissiper les dernières illusions. Mais pas les malentendus.

Des jeunes en moto narguent la police. Après de vives altercations, ils passent à la vitesse supérieure en s'en prenant aux voitures des riverains stationnées près de la patinoire municipale où se donne un gala de danse. Une section de CRS est appelée en renfort. Un vélo est alors projeté sur les policiers depuis un sixième étage, des coups de feu sont tirés avec des armes de poing, type 22 long rifle. La nuit vient de tomber et des jeunes mettent à sac le centre commercial, brisant des dizaines de vitrines et pillant pas moins de onze magasins.

Ils sont plus de deux cents à avoir participé, directement ou non, à cette nuit de folie. Six seront interpellés en flagrant délit.

DANS LA MÊME COLLECTION

Élisabeth Borrel, avec Bernard Nicolas, *Un juge assassiné*, 2006, Prix Vérité 2006.

Céline Giraud, avec Émilie Trevert, *J'ai été volée à mes parents*, 2007.

Alain Marécaux, *Chronique de mon erreur judiciaire*, 2005, Prix Comte de Monte Cristo 2006.

Cindy Sheehan, *Peace Mom*, 2007.

Dr Philippe Taugourdeau, *Défense de soigner pendant les expulsions*, 2007.

N° d'édition : L.01ELKNFF8899N001  
Dépôt légal : mars 2007